

Formations et médiations numériques en direction d'adultes : quelles évolutions ?

Compte-rendu de la journée d'étude

Une journée d'étude sur les évolutions des formations et des médiations numériques destinées au grand public adulte a été organisée par le Gehfa dans le cadre de sa mission d'appui et de contribution à la diffusion de travaux de recherche sur l'histoire de la formation et de l'éducation des adultes, ainsi que celle d'encourager la présentation de témoignages d'acteurs du domaine.

Elle s'est tenue le 14 janvier 2025 au siège de la Ligue de l'enseignement (3 rue Juliette-Récamier, Paris 7^e) grâce au soutien de la Ligue qui nous y a prêté une salle agréable et bien équipée.

Cette rencontre était ouverte gratuitement à tous ceux et celles, qu'ils/elles soient chercheurs du domaine, formateurs permanents ou occasionnels, responsables d'ateliers ou simplement intéressés par ces activités, que préoccupent les questions liées à la formation et à l'accompagnement des adultes qui éprouvent des difficultés à utiliser l'informatique et le numérique.

Il s'agissait :

- de rappeler en les actualisant les formations non formelles et non professionnalisantes à l'informatique, puis au numérique telles qu'elles ont été et sont actuellement proposées au grand public adulte, jeune et moins jeune, des ateliers "Informatique pour tous" aux "fablabs" ;
- d'élargir la problématique en esquisant un aperçu de l'état de la recherche à dimension historique sur des formations au numérique qui s'adressent à d'autres publics, en l'occurrence celui des enseignants

universitaires dans des pays africains francophones, d'une part, et, d'autre part, celui de personnes désireuses d'exercer le métier d'informaticien.

La journée a débuté par une rapide introduction de Françoise F. Laot (présidente du Gehfa), une présentation de la Ligue de l'enseignement par Pascal Laborderie et un court rappel historique suivi d'une mise en perspective des interventions par Viviane Glikman. Le programme des communications était ensuite organisé en deux temps

correspondant aux objectifs ci-dessus.

Le premier temps a donc été consacré à des formations au numérique et aux médiations afférentes dans le cadre de l'éducation populaire et de l'apprentissage du français. Ainsi ont été présentées les deux interventions suivantes :

- "*Éducation populaire et numérique : enjeux de l'adaptation des pratiques professionnelles et militantes de formation des animateurs*" par Emmanuel Porte (Institut de la jeunesse et de l'éducation populaire - INJEP)
- "*Apprentissage informel du français dans les espaces numériques : quand l'appropriation du français s'invite dans les ateliers d'initiation au numérique*" par Edna Castello (université de Grenoble).

Après un long déjeuner collectif au cours duquel les échanges se sont multipliés, ont suivi des restitutions en lien avec des ateliers abordant les technologies plus récentes :

- "*Quand de jeunes adultes en parcours vers l'emploi se forment au numérique en fablab : des formes renouvelées*"



d'ateliers ? par Adeline Segui-Entraygues (université Montpellier 3)

- *L'accompagnement en ateliers de conception d'images : des formations photographiques à l'initiation à la modélisation 3-D* par Aristide Doucet (universités de Reims Champagne-Ardenne et de Bordeaux Montaigne)

La fin de l'après-midi a permis d'élargir la problématique à des formations destinées à d'autres publics plus spécifiques, tels que des enseignants universitaires exerçant au sein de la Francophonie, avec :

- *Vingt-cinq ans de formation aux technologies éducatives en Francophonie* par Sophie Charles et Alain Jaillet (Université de Cergy)

et la rencontre s'est conclue sur un exemple d'approche socio-historique concernant la formation d'informaticiens :

- *Les promesses des formations courtes au numérique : une analyse socio-historique* par Michaël Vicente (Université de Technologie de Compiègne).

Plusieurs interventions de participants ont enrichi les présentations et leurs nombreuses remarques et questions ont permis d'établir une discussion vivante et fructueuse. Le tout s'est déroulé, de l'avis des uns et des autres, dans une atmosphère conviviale et dynamique. Toutefois, trop peu d'intervenants ayant soumis au Gehfa le texte intégral

de leur communication, il sera malheureusement impossible de publier les actes de cette rencontre, malgré l'intérêt qu'ils auraient présenté.

Le Comité d'organisation regroupait les membres du Conseil d'administration du Gehfa : Catherine Arnaud, Claude Debon, Christiane Etévé, Paul Fayolle, Viviane Glikman, Françoise F. Laot, Emmanuel de Lescure, Corinne Lespessailles, Mado Maillebouis, Yolande Maury.

Le Comité scientifique, quant à lui, était composé d'enseignants et de chercheurs en Sciences de l'éducation et de la formation et en Sciences de l'information et de la communication appartenant à diverses universités et institutions : Emmanuelle Annoot (Université de Rouen Normandie); Georges-Louis Baron (Université Paris-Descartes); Isabelle Collet (Université de Genève); Viviane Glikman (Gehfa); Pascal Laborderie (Université de Reims Champagne-Ardenne et Gehfa); Françoise F. Laot (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis et Gehfa); Emmanuel de Lescure (Université Paris Cité et Gehfa); Mônica Macedo-Rouet (CY Cergy Paris Université); Yolande Maury (Université de Lille, Gehfa); Pascal Plantard (Université Rennes 2); Emmanuel Porte (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire).

Viviane Glikman

La démarche *TANAGRA* : accompagner l'usage des outils informatiques dans les années 1980

Lors des années 1980, les grands changements dans l'organisation du travail, provoqués par l'introduction des outils informatiques, ont généré de nouvelles problématiques de formation et d'éducation.

En effet, alors que, pendant des années, les organisations tayloriennes imposaient aux travailleurs l'exécution stricte et automatique des consignes, il leur était alors demandé, face à ces nouveaux outils, de réfléchir pour les programmer, mettre en œuvre, et contrôler leur production¹. Ces nouvelles exigences, qui mettaient en lumière le rôle des activités cognitives de chacun dans le travail quotidien, ont suscité des évolutions des modes de formation sous l'impulsion de chercheurs et de praticiens de la formation d'adultes.

Ainsi, des démarches de formation fondées sur la prise de conscience des compétences cognitives sollicitées par l'activité, qu'elle soit quotidienne ou de travail, ont été expérimentées auprès de différents publics. Certaines s'appuyaient

sur des expériences anciennes de l'éducation populaire, comme l'entraînement mental de Joffre Dumazedier², et d'autres démarches, tout en s'appuyant sur les mêmes principes³, se sont intéressées plus particulièrement aux problèmes posés à chacun par la nécessité de transférer la logique naturelle, développée dans sa vie quotidienne, en une logique binaire, celle des outils informatiques. C'est le cas de la démarche *Tanagra* (*Technique d'Analyse Graphique*).

Cette démarche a pour caractéristique d'avoir été progressivement élaborée au sein de formations à l'usage d'outils informatiques en pays africains par un binôme : Henri-Jean Cottin (psychologue formé à l'Inetop⁴) et Yves Pimor (ingénieur systèmes)⁵. Ils appartenaient tous deux à la SINORG, une société d'ingénierie informatique au sein de la Caisse des Dépôts qui avait pour mission d'accompagner des transformations informatiques de services publics dans les pays du Sud. Ils ont observé que la

difficulté des fonctionnaires face à ces nouveaux outils relevait des modes de raisonnement informatique bien différents de ceux développés dans les disciplines littéraires ou juridiques auxquelles ils étaient formés. N'oublions pas qu'à l'époque il fallait s'approprier des langages de programmation tels que le *Basic*, le *Pascal* pour utiliser un ordinateur.

La démarche, s'appuyant sur les travaux de Piaget⁶ et ceux de psychoneurologues à propos de l'organisation du cerveau, se déroulait en séances d'une demi-journée sur huit jours. Chaque séance était organisée rigoureusement selon un enchaînement de trois types d'activités : des exercices de concentration et de visualisation pour travailler les modes de représentation, puis un exercice de gymnastique logique, enfin une étude de cas travaillée en petits groupes, relevant plus spécifiquement des problématiques professionnelles des participants et nécessitant des représentations graphiques.

En 1982, à la suite de grandes grèves, Renault décide de mettre en place un important dispositif de reconversion des ouvriers pour qu'ils accèdent aux postes d'opérateurs générés par l'introduction de robots à l'usine de Flins. Des responsables de formation de cette entreprise qui avaient rencontré l'équipe de la Sinorg ont eu recours à la démarche *Tanagra* en l'adaptant avec ses concepteurs à la problématique de l'introduction des outils robotiques⁷. Ils ont attribué le succès de leur dispositif de reconversion à *Tanagra* et de nombreuses entreprises françaises, ainsi que des organismes de formation et d'apprentissage ont développé cette démarche.

On peut s'interroger sur ce qu'il en est aujourd'hui de cette démarche ainsi que d'autres relevant de la médiation cognitive, auxquelles de nombreux formateurs et formatrices se sont formés, et sur ce qu'a été leur évolution.

Catherine Arnaud

¹ Stroobants, Marcelle (1993). *Savoir-faire et compétences au travail*. Éditions de l'université de Bruxelles.

² Dumazedier, Joffre. Postface à Peuple et Culture (2e édition 2004). *Penser avec l'Entraînement mental. Agir dans la complexité*. Chronique sociale.

³ À partir d'un problème à résoudre ou d'une activité à mettre en œuvre,

organisation du questionnement en collectif qui conduit à un débat critique et à la construction active des savoirs.

⁴ Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle - Cnam.

⁵ Voir "Tanagra", chapitres 7 et 33, in Sorel, Maryvonne (dir.), (1994), *Pratiques nouvelles en éducation et formation. L'éducabilité cognitive* (pp. 139-171 et 430-435). L'Harmattan.

⁶ Piaget, Jean (1974). *La prise de conscience*. Presses Universitaires de France.

⁷ Juvenon, Alain (1987). *Tanagra à Renault Flins. Éducation Permanente*, n° 88-89, p. 177-186.

Histoire d'une activité culturelle et citoyenne à travers les ciné-clubs

Extraits d'un entretien de Christiane Étévé avec Jacques Guénée

Depuis ton entrée à Léo Lagrange jusqu'à ces dernières années, tu as manifesté ton intérêt pour l'accès de tous au cinéma et participé à de nombreuses initiatives associatives. Comment cela a-t-il commencé ? Et qu'en est-il aujourd'hui ?

Les débuts scolaires et professionnels (1940-1963)

Tout commence à Paris 14e où je suis né, en 1930, avenue du Maine. Après l'école primaire bd du Montparnasse, devenue les Ateliers des Beaux-Arts de la Ville de Paris, j'entre à Lavoisier, à l'époque une école « primaire supérieure » qui préparait plutôt aux Arts et Métiers. Désireux de préparer l'IDHEC¹, j'entre au lycée Voltaire. Abandonnant l'idée d'entrer à l'IDHEC, bien que reçu à l'écrit du concours, je ne me présente pas à l'oral, afin de ne pas prendre la place d'un camarade. Je deviens alors instituteur à Clichy.

La formation des cadres d'animation (1963-1992)

Responsable d'un circuit de ciné-clubs à la Fédération Léo Lagrange², je deviens permanent de cette association comme premier directeur de la Maison pour tous, devenue Maison des Jeunes.

Dans la même période, je suis responsable, à la CCIP (Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris), des activités culturelles pour les écoles de commerce. En 1964, lors de la création du Fonjep⁴, je quitte la CCIP pour assurer la formation des quinze premiers cadres permanents d'équipements de Léo Lagrange. La formation comprenait une série de stages en internat, à plein temps, avec des promotions de 15 personnes sur 2 ans et visait l'emploi de directeur. De 1977 à 1985, devenu secrétaire général de la Fédération Léo Lagrange, après avoir été directeur des services de Peuple et Culture, je siège dans plusieurs instances où je représente les associations ; c'est à ce titre que je siège au Conseil d'Administration de TF1 avant sa privatisation.

Membre du Conseil économique et social national, je participe aussi à deux reprises au CES d'Ile-de-France, notamment en présidant la commission « Éducation, culture et communication », dont la mission est de se saisir de questions en lien avec

la participation citoyenne (ex : l'engagement bénévole, facteur de cohésion sociale et de citoyenneté). Le dialogue avec les politiques, régionaux ou nationaux, est l'un des éléments les plus positifs du fonctionnement du CESE comme du CESER⁴.

Avec les autres membres du conseil d'administration du Fonjep, je participe à mai 68 où 200 militants se sont réunis au Fiap⁵ pour construire le monde associatif tel qu'il est maintenant. On a travaillé abondamment avec des militants venus de toute la France, qui dormaient là ; même des inspecteurs participaient aux travaux - non officiellement. Des textes très importants sont sortis de ces travaux. Plus tard, je deviendrai président du Fonjep dont je suis actuellement président d'honneur.

Des engagements permanents dans les ciné-clubs par la création d'associations et de publications

Parallèlement à cette carrière à Léo Lagrange, j'étais investi dans le mouvement des ciné-clubs, en tant que bénévole. Depuis la Libération, les associations de ciné-clubs étaient divisées en plusieurs fédérations nationales. Après le circuit ciné-clubs, la Fédération Léo Lagrange a animé plus d'une quinzaine de salles de cinéma en France, avec le souci de l'éducation au cinéma même si, de temps en temps, on s'interrogeait sur l'utilisation du cinéma dans l'éducation populaire et sur le débat citoyen, la formation du citoyen... Ce qui importait, c'était le rôle culturel du cinéma. Plusieurs permanents de la Fédération Léo Lagrange ont, dans cette période, acheté un cinéma sous forme coopérative, le « Studio 43 » à Paris. Parmi les coopérateurs, il y avait le futur directeur de la Cinémathèque, Dominique Païni, avec qui j'ai créé Les Amis de la Cinémathèque.

Pendant ce temps, la fédération de ciné-clubs qui participait avec *Témoignage chrétien* à l'édition de la revue *Cinéma* s'en était retirée. Le Studio 43 et la Fédération Léo Lagrange en ont donc repris la parution. Bien entendu, d'autres publications se préoccupaient du cinéma. On peut citer, par exemple, l'ouvrage très important de Peuple et Culture intitulé *Regards neufs sur le cinéma*.

Nous arrivons maintenant à un moment où la télévision s'étant largement implantée, beaucoup de cinémas étaient en grande

difficulté. Avec des maires de France et des élus locaux, j'ai participé à la constitution d'une association « Villes et Cinémas » pour inciter les communes à garder ouvert leur cinéma ou à en créer un. Cette démarche s'est trouvée confortée par le vote d'une loi permettant aux collectivités territoriales de financer non seulement les salles, mais aussi la réalisation de films. « Villes et Cinémas » est donc devenue « Territoires et Cinéma », le nom et les objectifs de l'association ont changé et le président du conseil général du Nord, Bernard Derosier, en est devenu président.

À l'initiative de plusieurs anciens présidents du Fonjep, dont je suis, une autre association s'est constituée sous le titre de « Mémoire et racines de l'éducation populaire et de la cogestion » qui s'est attachée à recueillir des témoignages, organiser des colloques et des rencontres. L'association est entrée en sommeil après le décès de cinq de ses fondateurs. Soucieuse de la coordination du secteur culturel, l'association « Territoires et Cinéma », a participé à la création de la COFAC (Coordination des fédérations de culture et communication) qui regroupe 28 fédés représentant tous les modes d'action culturelle (théâtre, fanfares, cinémas, musées...). La COFAC est le pôle culture du Mouvement associatif et permet aux acteurs associatifs de réfléchir et d'agir de manière concertée sur la place des associations, des bénévoles, des amateurs et des usagers dans l'élaboration des politiques culturelles.

J'ai également participé à amorcer une action nouvelle, « Cinéma et égalité des territoires ». En effet, contrairement à une idée reçue, la France n'est pas entièrement couverte par les salles. Une grande partie n'est pas desservie. À cela deux raisons essentielles : les salles coûtent cher et la moitié des communes françaises ont moins de 500 habitants. Dans certains endroits, un circuit itinérant compense en partie avec un travail intéressant, mais ce n'est pas toujours à la portée financière des petites

communes. Pour ces dernières, une formule serait économiquement possible, celle du ciné-club, qui peut se contenter de peu de spectateurs, mais là, il faut trouver des animateurs. C'est pourquoi, nous travaillons avec Inter Film⁶, une des deux fédérations qui existent encore en France.

Enfin, avec beaucoup d'autres militants associatifs, je m'inquiète du fait que le développement de l'économie sociale et solidaire tende à se préoccuper plus des réalités économiques que de la participation citoyenne.

Pour terminer ce par quoi j'ai commencé, j'ai participé dans l'arrondissement qui m'a vu naître à la création de « Paris 14. Territoire de Cinéma », fédération des 5 ciné-clubs et cinémas de quartiers du 14^e arrondissement, créée en 2017 et qui en est à son 8^e festival annuel.

¹ Institut des hautes études cinématographiques (dont la Fémis a pris la suite en 1986).

² Association d'Éducation populaire et de loisirs sans but lucratif, créée en 1950 par Pierre Mauroy en hommage à Léo Lagrange, secrétaire d'État à la culture sous le Front populaire.

³ Fonds de coopération de la Jeunesse et de l'Éducation populaire.

⁴ Le CES est devenu CESE (Conseil économique, social et environnemental) en 2008, les CESER étant les conseils régionaux.

⁵ Foyer international d'accueil de Paris.

⁶ Fédération de ciné-clubs pour la diffusion de la culture par le film, créée en 1960 par Janine Bertrand.

Rapport d'activités 2024 du Gehfa

Le Gehfa a poursuivi son activité en 2024 en donnant la priorité à la conservation des archives et à quelques actions nécessaires.

La refonte de son site Internet a mobilisé l'équipe pendant plusieurs mois. En effet, celui-ci ne correspondait plus aux standards et nécessitait d'être entièrement revu pour continuer à assurer son rôle de pôle de ressources sur l'histoire de la formation des adultes. Il reste encore à améliorer certaines sections et son ergonomie générale. N'hésitez pas à nous signaler tout problème ou à nous envoyer des suggestions pour le perfectionner.

La réflexion sur un Musée virtuel de la formation s'oriente à présent vers la recherche de collaborations dans le cadre de projets visant à rendre des archives visibles et accessibles au grand public en ligne.

Par ailleurs le projet de recherche « Savoirs et Formation des travailleurs et des travailleuses en Seine-Saint-Denis (XIX^e-XXI^e siècles) - SAFO 93 », auquel le Gehfa participe en tant que partenaire depuis 2022, a débouché de janvier à juin 2024 sur une exposition à la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord intitulée « *Un pan de l'histoire de la Seine-Saint-Denis : éducation et formation des adultes aux XIX^e-XXI^e siècles* ». L'exposition, qui a eu du succès, a donné lieu à des visites commentées les 27/03, 25/04, 28/05, 28/06 et elle est à nouveau présentée à Bobigny en 2025 dans le cadre des Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis.

Le Gehfa a aussi été présent au Conseil parisien des associations, initiative de la Mairie de Paris.

Enfin, le projet d'une journée d'étude a émergé sur le thème « Formations et médiations numériques en direction d'adultes : quelles évolutions ? ». La rédaction collective de l'appel à communications, la recherche de partenaires, la constitution d'un conseil scientifique et la diffusion de l'information ont fait l'objet de nombreux échanges et de plusieurs réunions du Conseil d'administration - qui en a été le comité d'organisation - tout au long de l'année. L'organisation d'une telle journée visait à renforcer la visibilité du Gehfa, à mobiliser ses membres actuels et à recruter de nouveaux adhérents. Un compte-rendu de cette rencontre figure en première page de ce numéro d'*hisfora*.